



Que d'eau, que d'eau !

Mot du maréchal Mac-Mahon, président de la République lors de la crue de la Garonne en 1875

Véolia contre la Mare aux Canards

La multinationale Veolia attaque pour diffamation "la mare aux canards", petite association de production audiovisuelle, qui distribue en France le documentaire "Water makes money".

Veolia attaque également Jean-Luc Touly, ancien cadre de l'entreprise et principal protagoniste du film.

Le procès s'est ouvert le 14 février 2013 au Palais de justice de Paris.

Fruit de l'enquête d'investigation réalisée par Leslie Franck et Herdolor Lorenz, "Water makes money" dénonce la privatisation de la gestion de l'eau, considérée comme une marchandise comme une autre par les multinationales, Veolia et Suez en tête. Ces grands groupes ont conclu de nombreux contrats de gestion de l'eau en Europe, et distribuent en France 80% de l'eau qui arrive à notre robinet.

Ces firmes, une fois le contrat décroché, augmentent les factures, négligent l'entretien des réseaux, chlorent sans raison des eaux pures, font signer aux élus des contrats incompréhensibles, tentent de les corrompre ... du petit village jusqu'au parlement européen, avec l'aide de solides lobbyistes.

Le film donne la parole aux responsables de grandes villes européennes qui se sont réappropriées la gestion de l'eau. De nombreux contrats arrivent à échéance dans les années qui viennent ; le sujet est donc plus que jamais d'actualité.

Veolia a déposé plainte le 28 septembre 2010. Déjà, avant la première du film, un risque d'interdiction de projection par une ordonnance provisoire a été contré par l'équipe réalisatrice en organisant une première simultanée dans 150 villes

européennes. Depuis, le film a été projeté plus de 1000 fois et Arte l'a plusieurs fois programmé.

La loi allemande empêche d'attaquer les protagonistes et le distributeur, seuls les réalisateurs peuvent être assignés en justice ; Veolia ne l'ose pas.

Jean-Luc Touly et "la mare aux canards" pourraient être condamnés à payer de gros dommages et intérêts. Même s'ils sont relaxés en première instance, Veolia et ses puissants avocats ne lâcheront pas facilement.

Lors du procès, Jean-Luc Touly avait des témoins de poids, dont plusieurs élus impliqués dans la gestion publique de l'eau. Dans son réquisitoire, la procureure a rappelé d'abord que "la liberté d'expression est la pierre angulaire de la démocratie selon la CEDH" puis que la loi de 1981 exige seulement que les propos "ne soient pas dénués de base factuelle" s'il s'agit d'un débat d'intérêt général. Or la défense a bien apporté des éléments factuels, bien que limités.

Le tribunal a mis son jugement en délibéré au 28 mars.

Plus d'infos :

http://www.acme-eau.org/Le-proces-Veolia-Touly-Requisitoire-militant-vs-sarcasme-corporate_a3355.html

BRC

4 Pages Spécial Facture d'Eau

L'équipe « Eau » d'Attac 87 vous a concocté ce supplément spécial.

Attac 87 peut intervenir à votre demande en vous proposant un diaporama réalisé par ses soins ou le film "Water makes money" ...

Contacts : 06 76 73 24 51 ou 05 55 36 71 24 ou attac87@attac.org

Sommaire	Page	Sommaire	-	Page
Que d'eau, que d'eau	1	Hommage à Stéphane Hessel		3
Malbouffe	2	Forum social mondial de Tunis 2013		4

Malbouffe : avec le cheval, combien d'autres coulevres ?

Par Martine Laplante, présidente des Amis de la Terre France et membre du groupe d'animation d'Attac 87

L'actualité m'a donné l'envie de vous présenter trois exemples criants des coulevres que l'industrie agroalimentaire nous fait avaler.

Nous ne reviendrons que rapidement sur l'affaire des lasagnes Findus, elle fait la une des médias. Nous avons tous retenu qu'on nous vendait du cheval pour de la viande de vaches laitières de réforme, bourrées de soja OGM et d'antibiotiques et élégamment appelées "boeuf". Mais on a moins bien retenu le circuit, assez complexe il est vrai... cheval roumain, passé par des traders hollandais puis chypriote, puis revendu à une holding française (passage dans deux entreprises) puis à un fabricant de surgelés sous-traitant de Findus, lui-même groupe suédois appartenant à un fonds anglais. Compliqué ? Mais non ! Ça s'appelle le marché communautaire...

Ce que cette affaire démontre est sans appel : la traçabilité est un leurre ! Et les certifications de la poudre aux yeux. Rappelons que la traçabilité est censée permettre de suivre l'historique, la localisation, l'utilisation, de tous les contenus d'un produit, tout au long de sa chaîne de production et de distribution.

Mais en fait, qui définit les normes et les outils de la traçabilité et des certifications ? Les industriels bien sûr... Et qui les contrôlent ? En partie les industriels eux-mêmes ! Un vrai jeu de dupes dont sont complices les pouvoirs publics et dans lequel, une fois de plus, les consommateurs sont les perdants.

Après le boeuf « made in cheval », quid du saumon norvégien ?

Fut un temps, pas si lointain, le saumon était un produit de luxe. Aujourd'hui les étals des supermarchés regorgent de saumon en promo, fumé ou en poisson « frais » (car souvent décongelé). Que s'est-il passé ? La découverte de l'aquaculture ! D'immenses fermes d'élevage de saumon envahissent les fjords norvégiens, constituées de bassins où sont entassés et gavés de nourriture industrielle des milliers de saumons. Dans ces conditions d'élevage, par manque de place et d'oxygène beaucoup meurent ; mais ils sont aussi plus sensibles aux maladies : alors on les traite ! Le dernier problème est un pou, parasite naturel du saumon, mais qui dans ces conditions prolifère. Et quelle est la dernière invention pour s'en débarrasser ? Tout simplement balancer des pesticides dans l'eau ! Ça tue les poux, mais aussi beaucoup de saumons. Ceux qui résistent finiront dans nos assiettes... Encore plus grave : les

bassins ne sont bien sûr pas étanches (ce sont des filets pour que l'eau circule) alors nos pesticides partent dans les eaux des fjords. Et on constate actuellement une très forte mortalité des autres poissons, voire des dégénérescences génétiques. Forcément une partie de la population et des associations se révoltent. Mais le pouvoir de l'industrie agro-alimentaire est tel que le gouvernement laisse faire et même autorise ce genre de traitement. Et évidemment aucune étude n'est faite sur la nocivité potentielle de ce pesticide une fois arrivé dans notre estomac, ni sur les impacts sur l'environnement.

Connaissez-vous le « fromage analogue » ?

Brevet du géant de l'industrie agroalimentaire Cargill, c'est son appellation officielle sauf qu'il n'y a pas de fromage dedans... mais trois amidons, un galactomannane, un carraghénane (deux gélifiants) et bien sûr des arômes. Et où trouve-t-on cette « chose » ? Dans les plats cuisinés industriels, dans la grande majorité des pizzas en particulier celles de Pizza Hut. Ce produit a un avantage énorme pour les fabricants, il coûte 200 % moins cher qu'un vrai fromage !

Un autre « fromage analogue » existe, mais un peu moins intéressant au regard de son coût. Il est, lui, composé de 15 % de protéines laitières, d'huile de palme et d'exhausteurs de goût

Il faut savoir que l'Allemagne, 1er pays producteur de pizzas industrielles surgelées en Europe, produit 100 000 tonnes de « fromage analogue » par an !

La Commission européenne a autorisé ces produits, à condition que la composition soit précisée sur l'étiquette (vous savez, ce petit coin de l'emballage pour lequel il faut une loupe)

Voilà donc trois exemples bien différents mais qui nous ramènent toujours au même point : le pouvoir exorbitant des multinationales de l'agro-industrie et leur collusion avec la grande distribution, le tout avec la caution plus ou moins directe des pouvoirs publics. Ceci au plus grand mépris des intérêts de la santé des populations et de la préservation de notre environnement. Au final, ce n'est qu'une démonstration, dans le secteur alimentaire, des conséquences sans limites et des ravages de la mondialisation, du capitalisme, de la course au profit.

Alors que pouvons-nous faire, nous simples citoyens ?

Dénoncer cela, bien sûr. C'est l'objet de ce texte. Mais aussi le faire savoir le plus largement

possible autour de nous, et surtout refuser ces cochonneries !

Prendre le pouvoir sur ce qu'on avale, beau programme, non ? Aller au marché acheter des produits locaux, s'inscrire dans une AMAP ou un panier paysan, retourner chez l'épicier, le boulanger, le charcutier de notre quartier (quand il en reste...), aller dans les magasins bio, retrouver le plaisir du fait maison, la convivialité du repas partagé... Certains diront que ça prend du temps et que ça coûte plus cher, mais se préoccuper de sa santé et de celle de ses proches n'a pas de prix ! C'est défendre nos producteurs, nos commerçants, c'est aussi connaître l'origine de nos produits et les

pratiques (fabricants, artisans) et si nous sommes suffisamment nombreux, c'est soutenir la création d'emplois non délocalisables.

Depuis longtemps déjà les Amis de la Terre (une des associations membres fondateurs d'Attac) prônent l'idée que dans des sociétés soutenables il faut produire local et consommer local. Bannir les activités néfastes aux individus et à leur environnement d'autant plus quand elles n'ont pour but que le profit de quelques uns au détriment du bien commun n'est pas qu'un droit, c'est un devoir.

Ce défi nous appartient, allons-y !

ML

Hommage à Stéphane Hessel, résistant d'hier et d'aujourd'hui

Résister, disait Lucie Aubrac, est un verbe qui se conjugue au présent. Résistant d'hier contre le nazisme, Stéphane Hessel était aussi un résistant d'aujourd'hui, engagé contre les méfaits du néolibéralisme, l'écart grandissant entre les plus riches et les plus pauvres, la dictature des marchés financiers, l'exploitation abusive des ressources de la terre, les traitements inhumains infligés aux personnes les plus défavorisées.

Stéphane Hessel était aussi un bâtisseur. Il avait participé à l'élaboration du programme du conseil national de la résistance, dont Attac a fêté avec lui le soixantième anniversaire en 2004. Il avait ensuite co-rédigé la déclaration universelle des droits de l'Homme.

Infatigable défenseur des droits humains, il a été également de tous les combats anti-coloniaux. Sa défense rigoureuse du peuple palestinien lui a valu d'essuyer à maintes reprises insultes et diffamation.

Jusqu'à la fin, il a été aux côtés de ceux qui menaient les luttes pour un monde plus juste. Son livre «Indignez-vous», qui a eu un écho planétaire, a été le drapeau de milliers de manifestants du monde entier qui se sont mobilisés contre un système injuste et de moins en moins démocratique.

Attac France rend hommage à la mémoire de Stéphane Hessel et s'associe à la peine de sa famille et de ses amis.

Le 15 janvier 2012, Stéphane Hessel avait conclu une manifestation internationale organisée par Attac sur "Leur dette, notre démocratie". Voir son intervention qui témoigne de la flamme qui l'animait – et qu'il parvenait à transmettre aux autres :

http://www.dailymotion.com/video/xp3msg_leur-dette-notre-democratie-stephane-hessel_news

Et en rappel :

Appel des Résistants aux jeunes générations du 8 mars 2004

Appel à la commémoration du 60e anniversaire du programme du C.N.R. de 1944

Au moment où nous voyons remis en cause le socle des conquêtes sociales de la Libération, nous, vétérans des mouvements de Résistance et des forces combattantes de la France Libre (1940-1945), appelons les jeunes générations à faire vivre et retransmettre l'héritage de la Résistance et ses idéaux toujours actuels de démocratie économique, sociale et culturelle.

Soixante ans plus tard, le nazisme est vaincu, grâce au sacrifice de nos frères et sœurs de la Résistance et des nations unies contre la barbarie fasciste. Mais cette menace n'a pas totalement disparu et notre colère contre l'injustice est toujours intacte.

Nous appelons, en conscience, à célébrer l'actualité de la Résistance, non pas au profit de causes partisans ou instrumentalisées par un quelconque enjeu de pouvoir, mais pour proposer aux générations qui nous succéderont d'accomplir trois gestes humanistes et profondément politiques au sens vrai du terme, pour que la flamme de la Résistance ne s'éteigne jamais :

- Nous appelons d'abord les éducateurs, les mouvements sociaux, les collectivités publiques, les créateurs, les citoyens, les exploités, les humiliés, à célébrer ensemble l'anniversaire du programme du Conseil national de la Résistance (C.N.R.) adopté dans la clandestinité le 15 mars 1944 : Sécurité sociale et retraites généralisées, contrôle des " féodalités économiques " , droit à la culture et à l'éducation pour tous, presse délivrée de l'argent

et de la corruption, lois sociales ouvrières et agricoles, etc. Comment peut-il manquer aujourd'hui de l'argent pour maintenir et prolonger ces conquêtes sociales, alors que la production de richesses a considérablement augmenté depuis la Libération, période où l'Europe était ruinée ? Les responsables politiques, économiques, intellectuels et l'ensemble de la société ne doivent pas démissionner, ni se laisser impressionner par l'actuelle dictature internationale des marchés financiers qui menace la paix et la démocratie.

- Nous appelons ensuite les mouvements, partis, associations, institutions et syndicats héritiers de la Résistance à dépasser les enjeux sectoriels, et à se consacrer en priorité aux causes politiques des injustices et des conflits sociaux, et non plus seulement à leurs conséquences, à définir ensemble un nouveau " Programme de Résistance " pour notre siècle, sachant que le fascisme se nourrit toujours du racisme, de l'intolérance et de la guerre, qui eux-mêmes se nourrissent des injustices sociales.

- Nous appelons enfin les enfants, les jeunes, les parents, les anciens et les grands-parents, les éducateurs, les autorités publiques, à une véritable insurrection pacifique contre les moyens de communication de masse qui ne proposent comme horizon pour notre jeunesse que la consommation marchande, le mépris des plus faibles et de la culture, l'amnésie généralisée et la compétition à outrance de tous contre tous. Nous n'acceptons pas que les principaux médias soient désormais contrôlés par des intérêts privés, contrairement au programme du Conseil national de la Résistance et aux ordonnances sur la presse de 1944.

Plus que jamais, à ceux et celles qui feront le siècle qui commence, nous voulons dire avec notre affection :

" Créer, c'est résister. Résister, c'est créer ".

Signataires : Lucie Aubrac, Raymond Aubrac, Henri Bartoli, Daniel Cordier, Philippe Dechartre, Georges Guingouin, Stéphane Hessel, Maurice Kriegel-Valrimont, Lise London, Georges Séguy, Germaine Tillion, Jean-Pierre Vernant, Maurice Voutey.

Forum social mondial de Tunis du 26-30 mars 2013

Du 26 au 30 mars 2013, des milliers de personnes – citoyens, représentants de mouvements sociaux, d'ONG, d'associations et de syndicats, membres de collectifs militants, du mouvement des Indignés... – vont se retrouver à Tunis pour construire ensemble un autre monde possible, le mot d'ordre fédérateur du mouvement altermondialiste.

Attac a joué un rôle fondateur dans la création du 1er Forum social mondial (FSM) de Porto Alegre (Brésil), en 2001, symboliquement au même moment que le Forum économique mondial de Davos qui réunit chaque année les plus grands représentants de l'économie néolibérale dont les effets, on le constate tous les jours, sont dévastateurs pour les peuples.

Depuis, les forums sociaux mondiaux qui se sont succédés, de Mumbai (Inde) à Nairobi (Kenya), Belem (Brésil) ou encore Dakar (Sénégal), ont été de grandes étapes. Mais c'est la première fois depuis sa création que le Forum social mondial (FSM) aura lieu en Afrique du Nord, dans la région Maghreb-Machreq.

L'objectif du FSM est de rassembler les acteurs des sociétés civiles qui refusent la domination néolibérale, en favorisant l'apprentissage d'une nouvelle culture politique,

en mutualisant les résistances, les propositions et les alternatives, et en construisant des plateformes d'actions communes.



Participer au Forum sans aller à Tunis

A Limoges, une Visio-conférence en direct du Forum Social Mondial de Tunis aura lieu le mercredi 27 mars à 18h Salle de conférence de la BFM (Mairie).

Voici quelques thèmes qui pourraient être abordés (programme en cours d'élaboration) :

- Suites des « révolutions » en Tunisie et dans le monde arabe
- Conflits et nos relations avec l'Afrique de l'Ouest
- Droits des femmes: régression ou espoir ?
- Accaparement des terres
- Responsabilité environnementale des entreprises

Pour en savoir plus sur le FSM de Tunis : <http://www.fsm2013.org>